



## ENTRETIEN

# Fabien Truong : « La loi contre les séparatismes, c'est beaucoup de mise en scène »

| 30/01/2021 |

C'est à un rituel pas de deux que le gouvernement se livre ces jours-ci à l'attention des quartiers populaires. Hier, Jean Castex se rendait à Grigny pour y présenter la « carotte » d'un plan de 3,3 milliards en faveur de « l'égalité des chances », via le financement d'actions éducatives, sociales ou relatives au logement social. Le « bâton », ce sera pour lundi, avec l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi « confortant le respect des principes de la République » qui, dans la foulée de l'assassinat de Samuel Paty, entend renforcer la lutte contre les « séparatismes » et, en premier lieu, l'islamisme radical. Encore faudrait-il comprendre ce qui peut amener des jeunes, souvent issus de ces quartiers populaires, à l'embrasser.

C'est l'un des principaux apports de l'enquête au long cours que mène le sociologue Fabien Truong auprès d'eux, et dont rend notamment compte son dernier ouvrage, *Loyautés radicales* (La Découverte, 2017). Dans cet ouvrage il présente au lecteur la vie et le parcours de six personnages, six garçons originaires de Seine-Saint-Denis et de Grigny, qui n'ont pas

réussi à sortir « à temps » de la délinquance. Parmi eux : Amédy Coulibaly, l'auteur de l'attentat contre l'Hyper Casher de la Porte de Vincennes à Paris, le 7 janvier 2015, dont l'auteur dresse une « ethnographie post-mortem ». Mais aussi Tarik, Radouane, Hassan, Marley, Adama, qui ont suivi d'autres chemins. Analysant les points de bascule qui mènent une minorité de ces garçons vers la radicalisation religieuse et politique, Fabien Truong propose un regard précieux, et sans doute déroutant pour beaucoup, sur cette jeunesse marginale. Un regard qui, en creux, met en évidence les limites des réponses mises en œuvre par les institutions pour combattre ces dérives.

### **Vous avez mené des enquêtes de terrain sur des jeunes en voie de « radicalisation ». Dans quel cadre et selon quelle méthode ?**

J'ai fait un travail ethnographique qui s'intéresse à des processus lents, observés sur le terrain. Mais l'étude de la radicalité est venue à moi plutôt que l'inverse. Je travaille en effet depuis longtemps sur la jeunesse des quartiers populaires et, donc, son rapport au religieux, à la violence, au politique... Ces thèmes étaient présents dans mes enquêtes avant que le terme de « radicalisation » ne vienne s'imposer sur ces questions.

Précisons ici de quoi l'on parle, car ce terme passe-partout est utilisé pour désigner des réalités différentes. Dans *Loyautés radicales*, je me suis intéressé au profil, très spécifique, des « terroristes maison », rendu célèbre par les attentats de Mohamed Merah, des frères Kouachi, d'Amédy Coulibaly... C'est-à-dire au profil des garçons de cité, d'origine immigrée, qui trempent durablement dans la délinquance et n'arrivent pas à en sortir la vingtaine bien passée.

Ces parcours produisent des désirs et des besoins particuliers, auxquels l'entrée dans la religion apporte souvent des réponses, soit en magnifiant des formes de violence qui étaient déjà là, soit – et c'est beaucoup plus fréquent – dans un chemin de pacification intérieure, ce dont on parle peu.

Ainsi, du fait de ma présence sur le terrain, j'ai observé des phénomènes en décalage avec ce que l'on entend régulièrement chez de nombreux éditorialistes. Par exemple, Radouane, un jeune que je suis depuis longtemps car il avait été mon élève quand j'enseignais en lycée, m'a annoncé un jour qu'il voulait partir se battre en Syrie. Son discours très virulent m'a permis de réfléchir autour du désir de fuite, du besoin d'imaginaire politique et de la mise en forme de l'expérience de l'injustice que pouvait véhiculer l'attrait pour un départ sur zone de guerre – ce qui n'est d'ailleurs pas exactement le même geste que celui de l'attentat maison.

Cela m'a également permis de voir que tout cela évolue dans le temps : Radouane est récemment devenu père, et jette aujourd'hui un regard différent sur ce moment de bascule potentiel, que je traite dans le livre.

## **Vous avez également analysé les réactions des proches d'Amédy Coulibaly après l'attentat de l'Hyper Casher, et analysé sa trajectoire. Comment cela s'est-il présenté à vous ?**

Ce sont un peu les aléas du travail de terrain qui ont contribué à me lancer sur cette piste inattendue. Il se trouve que je me suis rendu avec mon collègue Gérôme Truc le 13 novembre 2015 à Grigny, ville où avait grandi Amédy Coulibaly, qui a attaqué l'Hyper Casher en janvier 2015. Nous étions venus travailler avec un collectif d'habitants qui avait recueilli des réactions « spontanées » dans la rue après les attentats de janvier.

C'étaient des messages de sidération qui en disaient long sur la ville. Mais leurs témoignages sur Amédy Coulibaly, sans être ambigus dans la condamnation de ses actes, se révélaient souvent ambivalents : ils racontaient aussi le garçon d'avant, le « gars du coin » qu'il était et qui ne correspond pas toujours à l'image qu'on se fait d'un terroriste.

Or, nous sommes le 13 novembre : le Bataclan est attaqué, et je perds un ami ce soir-là, dans cette salle. J'ai alors ressenti la nécessité de revenir à Grigny pour enquêter, comprendre. Et j'ai entamé un travail avec une quarantaine de personnes qui avaient bien connu Amédy Coulibaly, afin de retracer son parcours sur temps long, tout en préservant leur anonymat.

Il se trouve que parmi les « terroristes maison », ceux qui ont grandi en France, il est celui qui a laissé le plus de traces, qui ont bien été exploitées par la presse. Par exemple, il a coréalisé un documentaire en caméra caché alors qu'il était en prison. Il a également donné une interview au *Parisien* après avoir rencontré Nicolas Sarkozy avec une centaine de jeunes en 2009...

Cela révèle, me semble-t-il, chez lui un besoin profond d'exister bien avant son « passage à l'acte ». Mais ces traces figées ont souvent été interprétées de façon univoque dans une forme d'« [illusion biographique](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317) [»](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317), comme le disait Pierre Bourdieu [»](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317), autrement dit en relisant l'intégralité de son parcours comme si la fin en était déjà écrite.

Loin de ce Coulibaly de papier, j'ai tenté d'écrire une histoire plus complexe, faite de virages et de rendez-vous manqués, qui révèlent des moments de basculement mais aussi la manière dont les choses auraient pu se passer différemment pour lui.

## **Comment expliquer alors le basculement dans la radicalité ?**

Entre vingt et trente ans, ces garçons des quartiers populaires qui restent englués dans l'économie parallèle ont le sentiment d'être dans une impasse biographique, généralement

sanctionnée par plusieurs passages en prison. Ils doivent bifurquer, se transformer, mais ne disposent que de très peu de ressources objectives pour y parvenir. L'entrée dans l'Islam peut être une façon de mettre tout cela en scène et en sens, sans nécessairement « basculer » dans la violence politique. Car beaucoup de jeunes entrent dans l'Islam ou font de la prison sans se « radicaliser ».

L'exemple le plus parlant est celui d'Adama, l'un des meilleurs amis d'Amédy Coulibaly. Il est devenu travailleur social malgré une longue peine de prison. Or, sa première incarcération n'a pas du tout été vécue de la même façon que celle d'Amédy Coulibaly qui survient au même moment. Ainsi, Adama vit une situation qui est statistiquement anormale : il se sent en sécurité en prison. Pourquoi ? Parce que ses grands frères y sont en même temps que lui et tout en lui faisant comprendre qu'il ne peut rien lui arriver, ils lui font la morale. Dès le premier jour, ils l'interpellent : « Que fais-tu ici ? »

En même temps, ils le protègent. Lors des promenades, Adama peut marcher librement en prison, sans avoir peur des autres. Parallèlement, deux travailleurs sociaux viennent lui rendre visite très régulièrement, ce qui lui permet de maintenir un lien avec l'extérieur et d'entamer très tôt un processus de réinsertion. C'est ainsi qu'il prépare le concours de travailleur social. Il partage aussi sa cellule avec un garçon qui a très peur de sortir qu'il prend sous son aile, voyant ainsi qu'il peut concrètement aider autrui. Il vit aussi une histoire d'amour. Ce sont tous ces petits détails qui permettent de faire une coupure entre le « dedans » et le « dehors » et lui redonnent, au sens propre, « la foi », ce qu'il va aussi chercher en lisant le *Coran*...

Amédy Coulibaly, de son côté, est arrêté pour un braquage à 18 ans, et n'a pas ce soutien entre les murs de la prison. En même temps, il s'adapte et se dit que la prison, c'est son monde. Il faut dire que l'administration pénitentiaire de Fleury-Merogis, qui se faisait ainsi un peu sociologue, regroupait alors les prisonniers par départements, gérant la surpopulation carcérale par le « lubrifiant social » de l'interconnaissance. Les solidarités et sociabilités de quartier se reproduisent donc en prison, entre délinquants condamnés : les réseaux illégaux, et les relations instrumentales qui les accompagnent, se perpétuent. Cela accentue la solitude affective et diminue l'attractivité du « légal »...

Depuis son adolescence, Amédy Coulibaly, qui a passé la moitié de sa vie en prison, n'envisage pas sa vie hors de la délinquance. L'un de ses codétenus, qui a écrit sur cette période, le décrit comme un référent pour les autres prisonniers. Il y a là une continuité dans la radicalité, entendue ici comme une banalisation de l'usage de la violence, qui va s'incruster, dans le rapport à soi, à la clandestinité et à la souillure.

Cela prépare un terreau pour que l'idéologie islamiste du combat littéral soit non seulement recevable, mais aussi mise en pratique par quelqu'un qui est, quelque part, déjà devenu un guerrier...

## Quels sont les modes de socialisation de ces jeunes ? Quel rôle y joue la religion ?

Il faut rappeler que parmi ces jeunes garçons qui trempent dans la délinquance, seule une minorité n'arrive pas à en sortir et reste dans l'économie souterraine, Cette minorité est coupée du reste de la société, y compris de la sociabilité de quartier, c'est là qu'on trouve le véritable séparatisme !

Pour les cas plus récents de jeunes qui ne sont pas passés par cette socialisation délinquante durable et qui commettent des attaques au couteau « moins structurées », on retrouve ces cases (expériences de violence, coupure, clandestinité, sentiment d'impasse et de persécution) qui conduisent à se renfermer socialement : consommateurs de réseaux sociaux, ils tendent à refuser l'ambiguïté en figeant le monde autour d'un prisme théocratique rigide.

Les jeunes qui « durent » dans la délinquance apprennent ainsi à vivre dans la clandestinité et ne parlent pas de ce qu'ils vivent à leurs familles. Ils savent que ce qu'ils font est mal mais continuent à le faire, et sont donc marqués par une forte haine de soi, qui s'exprime assez nettement quand, comme lorsqu'on fait une enquête, on prend le temps de les écouter.

Amédy Coulibaly a ainsi été très marqué par la mort de son meilleur ami, Ali, tué par la police à 17 ans dont il n'a jamais fait le deuil, car c'est lui (Amédy) qui l'avait entraîné dans un vol de mobylette qui a mal tourné. Il avait le sentiment que c'était lui qui aurait dû mourir. Et cela l'a rendu, je pense, très perméable à la propagande de Daesh, qui joue sur la pulsion de mort, le motif de la vengeance et la réparation « à tout prix ».

Les jeunes délinquants auprès de qui j'ai enquêté expriment de leur côté un fort besoin de remoralisation, marqué par un certain rapport à l'esthétisme, puisqu'ils disent souvent que leur vie est « moche », qu'ils sont « sales ». Ils mènent des existences discontinues, faites de coups, où ils acquièrent néanmoins des compétences qu'ils réutilisent, comme Amédy Coulibaly l'a fait dans ses attentats. Pour ceux-là, un attentat est du *business as usual* avec de nouveaux habits religieux, une façon d'anoblir ce qu'ils sont devenus et non de changer, comme ils le croient.

Ils rencontrent trop peu d'adultes qui puissent les écouter et/ou les contredire, ce qui fait qu'ils se perçoivent eux-mêmes comme trop égoïstes – ce qui engendre à nouveau de l'autodépréciation...

Par ailleurs, la mort rôde autour d'eux, et cela n'a rien d'abstrait : beaucoup de leurs proches connaissent des fins violentes, dans des bavures policières ou des règlements de compte. Or, face à cela, ils ont souvent eu peu d'interlocuteurs qui leur permettraient de faire un travail de deuil. On sent également chez eux un fort besoin de transcendance et de

consistance, qui explique l'attrait d'une *Oumma* enveloppante (la communauté musulmane réunie).

### **Pourquoi ne trouve-t-on pas d'institutions ou de structures qui puissent porter un contre-discours ?**

Les instances de socialisation qui pourraient apporter des réponses non religieuses se sont raréfiées avec une éducation populaire qui n'a plus les moyens d'intervenir partout, une transformation du travail social et un Parti communiste considérablement amoindri dans les quartiers populaires qu'il contribuait à structurer par son travail d'intermédiation.

Quant à l'école, très peu d'enseignants vivent sur place dans les cités. Et le rapport à l'école est souvent douloureux pour ces jeunes, qui se conduisent vis-à-vis de l'institution scolaire comme des amoureux éconduits. Les parents ont des horaires de travail aussi de plus en plus distendus.

Bref, il y a un tableau général qui fait qu'un rapport individuel et bricolé à la religion peut prendre toute la place. Et dans ce contexte, la conversion est un moment d'exaltation, un moment extatique, qui peut rappeler le comportement de chrétiens évangélistes *Born again*. En parcourant le *Coran*, ils sont aussi heureux de retrouver un rapport au livre perdu depuis l'école – c'est une façon de rejouer beaucoup de choses.

La transformation sociale que permet le fait de se voir comme « pieux » est en général mise en scène avec outrage au début. Cette entrée en religion est souvent décontextualisée, avec une compréhension très littérale du djihad. Pour la plupart de ces jeunes, ce moment de littéralité ne dure pas, car c'est un moment où ils se fâchent souvent avec tout le monde, y compris leurs parents, qu'ils estiment être dans le « mauvais Islam ». La plupart mettent ensuite de l'eau dans leur vin, admettent une certaine ignorance religieuse, discutent des textes avec leurs aînés et entrent dans un processus socialement plus intégré – à l'espace social de la nation.

### **Que pensez-vous du projet de loi dite contre les séparatismes, rebaptisée loi « confortant les principes républicains » ?**

Le terme de séparatisme est problématique, car l'action d'une dizaine de terroristes mène à légiférer sur la vie de 6 millions de musulmans. Cela sous-tend l'idée d'un séparatisme culturel ou religieux, alors qu'il est d'abord sociologique.

Quant au projet de loi lui-même, il est extrêmement fourre-tout puisqu'on y trouve à la fois des éléments visant à contrôler les associations culturelles (qui sembleraient relever désormais de la loi de 1905 plutôt que 1901 comme c'est le cas aujourd'hui), et des éléments renvoyant à des pratiques sociales comme la polygamie, les mariages forcés,

l'école à la maison et les certificats de virginité.

Or les jeunes qui sont passés à l'acte ne sont pas polygames, fréquentent très peu les mosquées et encore moins les structures associatives, n'ont pas l'école à la maison... Bref, d'un strict point de vue sécuritaire, le terreau est à chercher à un autre endroit.

Par ailleurs, la polygamie et tous ces types d'infraction sont déjà interdits en France, de même que le prosélytisme dans les services publics, la diffamation publique, l'appel au meurtre... Quant aux associations qui reçoivent des subventions publiques, le droit actuel permet déjà de les contrôler, que cela soit une association de type religieuse ou une structure comme Avenir lycéen, pour rebondir sur l'actualité gouvernementale et sortir du seul cadre religieux. Il n'y a donc pas nécessairement lieu de « particulariser » ces contrôles au regard du contexte islamiste. Il s'agit de droit commun, qui offre déjà arsenal très bien fourni.

« Particulariser », c'est aller dans le sens des terroristes : en voulant durcir « les principes républicains », on ne fait que montrer que le vrai problème est celui des moyens. Nous n'avons pas assez de moyens pour mettre en œuvre ces principes dans certains quartiers, et c'est aussi pour cela que le droit commun ne s'y applique pas. Il y a déjà donc des lois non suivies d'effets. Tout un pan du projet insiste par exemple – et à raison – sur l'absence de mixité sociale, alors qu'il y a déjà une loi sur ce point, la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU), à laquelle de nombreuses villes dérogent.

Finalement, cette loi ressemble surtout à un aveu, l'essentiel des mesures visant à réprimer des délits déjà répréhensibles. En « confortant les principes républicains », elle bégaye. Elle raconte l'absence de moyens pour faire appliquer le droit commun, particulièrement dans les quartiers populaires. Reconnaître cet état de fait plutôt que de vouloir « durcir » les principes et les contrôles, en reconnaissant que certains principes ne sont pas appliqués et que certains abus ne sont jamais punis reviendrait à nommer un problème intérieur et collectif. Cela couperait l'herbe sous le pied à l'islamophobie sans interdire de rester intransigeant sur les dérives autoritaires que tout discours religieux peut encourager. Un point intéressant de la loi est d'ailleurs celui lié au renseignement intérieur visant à tracer les flux financiers clandestins : ce type d'attention paraît appropriée.

La régulation des échanges sur Internet est également un point novateur. Mais « combattre la haine en ligne » est un sujet en soi, qui devrait être en tant que tel en soi plutôt que d'être adossé à une mosaïque sur le séparatisme. Car de Samuel Paty aux tweets de Donald Trump en passant par la question des violences policières, c'est un sujet transversal. Comment, avec la puissance volatile des Gafam, trouver un équilibre entre, d'un côté, liberté d'expression, droit à l'information, protection de la vie privée et, de l'autre, condamnation de la diffamation et de l'apologie de la violence ? Tout ça est beaucoup plus large que « le séparatisme ». Réduire ce grand débat dans cette loi montre qu'elle fait

beaucoup de mises en scène.

On ne peut qu'espérer des débats de l'Assemblée qu'ils conduisent à un travail de détricotage précis. Car ce n'est pas en additionnant les poules et les cochons qu'on trouvera l'âge du capitaine...

## **PROPOS RECUEILLIS PAR NAÏRI NAHAPÉTIAN**

© Alternatives Economiques. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle des pages publiées sur ce site à des fins professionnelles ou commerciales est soumise à l'autorisation d'Alternatives Economiques (Tel :(33) 03 80 48 10 25 - [abonnements@alternatives-economiques.fr](mailto:abonnements@alternatives-economiques.fr)). En cas de reprise à des fins strictement privées et non commerciales merci de bien vouloir mentionner la source, faire figurer notre logo et établir un lien actif vers notre site internet [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr).